
Identité (nationale), nationalisme
linguistique et politique linguistique.
Réflexions à partir de quelques situations
contemporaines

Henri Boyer

 <https://www.ouvroir.fr/cpe/index.php?id=855>

DOI : 10.57086/cpe.855

Electronic reference

Henri Boyer, « Identité (nationale), nationalisme linguistique et politique linguistique. Réflexions à partir de quelques situations contemporaines », *Cahiers du plurilinguisme européen* [Online], 8 | 2016, Online since 27 juillet 2022, connection on 19 octobre 2022. URL : <https://www.ouvroir.fr/cpe/index.php?id=855>

Copyright

Licence Creative Commons – Attribution – Partage dans les même conditions 4.0 International (CC BY-SA 4.0)

Identité (nationale), nationalisme linguistique et politique linguistique. Réflexions à partir de quelques situations contemporaines

Henri Boyer

OUTLINE

L'identité, notion sujette à suspicion et à controverse

Langue et nation

Le nationalisme : une production *idéologique*

Un cas exemplaire de *nationalisme linguistique* : le nationalisme linguistique catalan

Nationalisme linguistique et politique linguistique en Catalogne

Le contraste galicien

Le nationalisme linguistique paraguayen

TEXT

- 1 Dans un texte à visée épistémologique, consacré à l'« écologie des langues » et à la « sociologie du langage », Monica Heller invite à un questionnement pertinent qui mérite cependant discussion :

Nous devons poser la question de savoir ce qui sous-tend l'émergence actuelle et la puissance du concept structuraliste-fonctionnaliste de l'écologie des langues. *Ces faits sont sûrement liés à la perte de force idéologique du nationalisme dans la défense des petites langues ; c'est maintenant l'idée de la biodiversité comme bien planétaire qui risque de pouvoir servir d'idéologie légitimante pour la relève des mouvements de revendication des minorités linguistiques qui ont vu le jour dans les années 1960 (Heller, 2002 : 188 ; ' qui souligne).*

- 2 S'il est vrai que c'est « l'idée de la biodiversité comme bien planétaire », c'est-à-dire le positionnement écolinguistique qui a contribué et contribue à encourager la défense des langues menacées (et pas seulement les « petites langues »...), il n'est pas exact pour autant de

diagnostiquer une perte d'impact du *nationalisme linguistique*. Force est de constater en effet que les deux positionnements glottopolitiques (écologie linguistique et nationalisme linguistique) conjuguent leurs idéologies légitimantes pour la mise en œuvre, dans la dernière période en particulier, de politiques linguistiques volontaristes en faveur de langues dominées, le plus souvent minorées donc fragilisées, leur permettant de conserver ou de reconquérir une normalité sociolinguistique. Ces deux positionnements participent du même pôle interventionniste en matière de gestion du contact de langues et confèrent tous deux au sociolinguiste un statut d'acteur particulièrement *impliqué* (Boyer, 2012). Pour ce qui me concerne, je m'attache à observer et analyser les manifestations de l'option identitaire ou plus exactement nationalitaire : le *nationalisme linguistique* (Boyer, 2008).

- 3 Cette option est la base idéologique de certains retournements de substitution linguistique (*Reversing Language Shift* dans les termes de Fishman), dont trois proprement spectaculaires : l'hébreu moderne en Israël, le français au Québec et le catalan en Espagne dans la Communauté Autonome de Catalogne (Fishman, 1991).

L'identité, notion sujette à suspicion et à controverse

- 4 La notion d'identité est une notion à forte dimension polémique dans la période actuelle en particulier mais qui reste cependant bien installée dans l'*interdiscours* des sciences de l'homme et de la société. J.-L. Amselle (2001 : 135) observe même, pour le déplorer semble-t-il, une « propension croissante au durcissement des identités ». Et force est de constater avec Fishman, que

l'antiethnicité est devenue le dernier refuge des cosmopolites autoritaires, qu'ils soient de gauche comme de droite, lesquels prétendent imposer leur remède idéologique aux autres. Cette attitude n'est pas moins répressive que le fait d'imposer une ethnicité à ceux qui ne s'identifient pas avec elle. (Fishman, 2001 : 258 ; notre traduction)

- 5 Car, comme le souligne Christian Lagarde (2015),

le rapport à l'autre ne saurait se circonscrire à la seule relation inter-individuelle. L'homme, « animal social », est pris dans une relation collective qui se noue dans l'inclusion du « je » dans un « nous », et dans une relation potentiellement conflictuelle de ce « nous » (voire de ce « je ») avec un « eux » subsumant « les autres ».

- 6 Cependant, le même auteur apporte un bémol à ce constat indiscutable :

c'est à partir de là [...] que fréquemment « tout dérape ». [...] La dynamique [...] collective du « nous » fait plus que cumuler la totalité des « je », elle la dépasse [...] C'est un « je » ou un petit groupe de « je » qui cristallise et oriente le « nous » et impulse ce dépassement, qui est en fait distorsion, de la somme arithmétique des « je ». Le rapport de l'individu à la nation et de celle-ci au nationalisme me paraît en être l'une des meilleures illustrations. » (Lagarde, 2015 : 79)

- 7 Néanmoins, s'il est vrai que le « nous » est à la base pensé/projeté par quelques « je » (inspirés éventuellement par un JE « visionnaire »), ce même « nous » n'est définitivement « NOUS » que si la totalité ou une majorité des « je » y trouvent leur compte, en premier lieu sur le plan des *représentations (collectives, sociales)*, sans pour autant qu'il s'agisse d'une « distorsion » (*ibid.*), d'une manipulation subie, d'autant plus inquiétante que les « je » suivistes « [manqueraient] de ressources culturelles adaptées face à la montée de l'intégrisme [sic] identitaire » (Kaufmann, 2014 : 59-71). Car la « communauté imaginée » (Anderson, 1983) n'a de chances de devenir réalité nationale qu'à cette condition (qui n'est pas la seule évidemment).
- 8 Il est bon de ne pas oublier que « l'identité n'est pas plus un donné qu'une essence » mais qu'au contraire, « c'est le résultat d'une production signifiante que la société langagière permet, règle, contrôle » (Lafont, 1986 : 8) et dont le sociolinguiste est parfaitement habilité à rendre compte. De même, « la révolution symbolique contre la domination symbolique et les effets d'intimidation qu'elle exerce a pour enjeu non, comme on le dit, la conquête ou la reconquête d'une identité, mais la *réappropriation collective* [du] pouvoir sur les principes de construction et d'évaluation de sa propre identité que le dominé abdique au profit du dominant aussi longtemps qu'il accepte le choix

d'être nié ou de se renier [...] pour se faire reconnaître » (Bourdieu, 1980 : 69, ' qui souligne).

- 9 Ainsi, la réflexion que je propose est tributaire d'une conviction, nourrie d'observations diversifiées dans la durée : *la dynamique identitaire est un moteur particulièrement puissant au sein des sociétés* (Boyer, 2016) et, à cet égard, *il est vain d'opposer, en ce qui concerne les fonctionnements sociolangagiers en particulier, identité et hétérogénéité, identités et unité. L'activité langagière des groupes et des communautés se déploie selon moi dans le cadre d'une dynamique à deux directions : l'une orientée vers une régulation/gestion centripète, l'autre vers la construction centrifuge d'identités et/ou la manifestation attendue d'hétérogénéité* (Boyer, 2008).

Langue et nation

- 10 Les conflits dans l'ex-Yougoslavie, en particulier, ont contribué notablement à la production de discours alarmistes sur les risques de séparatismes engendrés par les nationalismes culturels ou ethniques (voire même les régionalismes !) qui menaceraient des États pourtant considérés comme États-Nations.
- 11 Il est important de rappeler ici que deux conceptions de la nation s'affrontent toujours : la conception dite « révolutionnaire » ou encore « civique », « politique », à la française, et la conception germanique, « romantique », dite encore « culturelle » ou « ethnique » (voir par ex. Hobsbawm, 1990 ; Baggioni, 1997). Mais Paul Garde a raison de souligner que « la nation civique, à la française, et ethnique, à l'allemande, sont deux variantes de la nation moderne, *exclusive*, la différence historique entre elles est que la première apparaît après l'État moderne, la seconde avant » (Garde, 2004 : 66 ; ' qui souligne).
- 12 Pour le même P. Garde, l'État doit reconnaître sa propre pluralité nationale et instituer un droit des minorités, et « toute tentative d'escamoter les données du problème en niant les particularités nationales [...] se traduit par les pires formes de contrainte et de violation de droits. Plus on rejette l'État ethnique, plus on doit être attentif à la réalité de la *nation* ethnique, et accepter sa légitimité *hic et nunc*, là où l'histoire l'a produite et où les esprits et les cœurs y sont attachés » (*ibid.* : 48). Simplement il convient de reconnaître qu'il existe,

historiquement, des *Nations établies* : les États-Nations et des *Nations sans État*, qui peuvent, dans certaines circonstances (comme le refus de reconnaissance qu'elles se voient opposer, parfois de manière coercitive), revendiquer un pouvoir d'État. C'est le cas en Espagne actuellement, singulièrement pour ce qui concerne la Catalogne mais aussi pour le Pays basque.

Le nationalisme : une production idéologique

- 13 On peut donc considérer que, sur la base d'une certaine histoire et d'un certain vécu communautaires, et souvent depuis une périphérie en conflit avec un centre hégémonique, des *représentations identitaires* peuvent être produites et diffusées au travers de discours performatifs (comme peuvent l'être les discours politiques) par des individus ou/et des groupes. Ces représentations, aidées par certaines circonstances (expansion économique ou démographique de la communauté concernée, discrédit du centre, conflit intercommunautaire ouvert, éventuellement militaire...), peuvent parvenir à constituer un ensemble idéologique articulé dont l'objectif est alors d'établir et de revendiquer la nature *nationale* de la communauté et, par là même, un pouvoir politique national, pas forcément indépendant mais à tout le moins bénéficiant d'une plus ou moins large souveraineté politique.
- 14 *L'idéologie nationaliste, comme articulation de représentations*, opère une sélection et une hiérarchisation à partir d'un ensemble de repères identitaires : l'« ethnie », l'histoire, la langue/la culture, la « race », la religion, le territoire, les valeurs/les traditions...
- 15 Le nationalisme linguistique est un cas spécifique de nationalisme. Il fait l'objet, en particulier chez Hobsbawm (1990), tout comme les autres nationalismes, d'une diabolisation sans appel lorsque, affirmant qu'il « existe une analogie évidente entre la façon dont les racistes insistent sur l'importance de la pureté de la race et les horreurs des croisements entre races, et la façon dont tant de formes de nationalisme linguistique – pour ne pas dire toutes – insistent sur la nécessité de purifier la langue nationale de ses éléments étrangers » (Hobsbawm, 1990 : 139-140).

- 16 Il me semble que même un historien doit pouvoir comprendre qu'œuvrer pour la confection et la diffusion d'un *standard*, en établissant un certain nombre de normes d'usage linguistiques pour une *communauté linguistique* (Labov, 1976) en situation de *minoration/minorisation*, n'est pas une entreprise de purification mais de restauration sociolinguistique, non seulement légitime mais indispensable, malgré toutes les difficultés que le processus de choix et d'implantation du standard ne manque pas de présenter. Le purisme linguistique est certes souvent l'une des tentations normatives de grammairiens et une représentation de la langue qui provoque de l'insécurité parmi les usagers « ordinaires », mais il n'est pas à associer au racialisme voire au racisme. Et pas plus que la langue n'est « fasciste » la représentation normative de la langue n'est totalitaire si elle est simplement la représentation à vocation dominante (mais non exclusive) sur le *marché linguistique officiel* de la communauté.

Un cas exemplaire de *nationalisme linguistique* : le *nationalisme linguistique catalan*

- 17 Ma réflexion, en matière de nationalisme linguistique, s'est nourrie en premier lieu de l'observation prolongée et de l'analyse du nationalisme (linguistique) catalan, que je tiens pour un cas exemplaire. Ce nationalisme n'a cessé de s'affirmer au cours du 20^e siècle et a conquis en fin de siècle les rênes du pouvoir autonome à Barcelone. La langue catalane est en effet le trait différenciateur nodal de la *nation catalane* et le support identitaire central de l'idéologie nationaliste.
- 18 Ainsi, la vie politique catalane est régulièrement saisie de la *question linguistique* (les médias en témoignent largement) : il est question de « bataille de la langue » (Pujades, 1988) ou, comme l'écrit le journaliste E. Voltas, de « guerre de la langue » (Voltas, 1996).
- 19 Les conflits et polémiques concernant la/les langues en usage en Catalogne (catalan, castillan) sont un ferment décisif dans le processus de proclamation d'identité nationale autour de la « langue propre » (*llengua propia*), le catalan (face à la langue de l'État, co-officielle sur

le territoire de la Communauté autonome de Catalogne : le castillan) (Statuts d'Autonomie de Catalogne, 1979 et 2006). Et « la défense de la langue catalane, lorsqu'elle est attaquée par des groupes anti-catalans, homogénéise la diversité idéologique des partis politiques catalans », car « il y a, à ce moment-là, un seul ennemi » (Cabré et Lleal, 1986).

- 20 Le 20^e siècle a donc vu se développer en Catalogne une variante de nationalisme qui, durant les quatre dernières décennies, n'a cessé de se consolider, singulièrement à la tête des institutions autonomiques. On peut dire que la langue a fait l'objet d'un processus de métonymisation au sein du discours nationaliste, jusqu'à devenir l'élément représentationnel central, moteur, de l'idéologie en question : c'est en ce sens qu'on peut parler d'un « nationalisme *linguistique* », dans lequel la langue n'est pas un simple enjeu identitaire parmi d'autres, mais se confond avec l'identité collective et est susceptible de mobiliser massivement pour sa défense les membres de la communauté nationale.
- 21 Jordi Pujol, ex-Président nationaliste de la *Generalitat de Catalunya* durant les deux dernières décennies du 20^e siècle a défini ainsi ce que représente la langue en Catalogne :

L'identité de la Catalogne est en grande partie linguistique et culturelle. La revendication de la Catalogne n'a jamais été ethnique ni religieuse ni ne s'est appuyée sur la géographie ni n'a été strictement politique. Il y a de nombreuses composantes dans notre identité, il y en a beaucoup, mais *la langue et la culture en sont l'épine dorsale* [...]. La langue est non pas l'unique clé, mais assurément une clé très importante de l'être d'un peuple. Et souvent la plus importante. Dans le cas de la Catalogne, la plus importante. [...] *C'est la langue catalane qui a contribué de manière décisive à configurer la personnalité collective de la Catalogne* (Pujol, 1995 ; ' qui souligne).

- 22 Après cette affirmation préalable du caractère central de la langue dans la construction nationaliste, le Président déclinait ainsi l'ensemble des traits représentationnels de la langue catalane constitutifs du nationalisme linguistique catalan (Boyer, 2008) :
- En Catalogne, la *langue catalane* est le fondement de la *nation*.
 - La *langue catalane* est la *seule langue historique* de Catalogne.

- Cette langue a été victime d'une persécution impitoyable qui a visé à la détruire. Le responsable en est l'État espagnol (en particulier l'État franquiste).
- Heureusement les Catalans ont fait preuve de fidélité (de *loyauté*) à l'égard de leur langue et ont résisté à l'entreprise de destruction.
- Cependant cette persécution a laissé de graves séquelles : la langue catalane est en état de faiblesse.
- Cette faiblesse, due à l'entreprise de persécution, rend légitime une action collective en sa faveur : politique linguistique institutionnelle volontariste, mais aussi militantisme catalaniste déterminé.

Nationalisme linguistique et politique linguistique en Catalogne

23 Force est de reconnaître que ce nationalisme linguistique a eu un impact décisif sur la politique linguistique conduite institutionnellement par le pouvoir autonome dans la Communauté de Catalogne depuis 1980, date de la mise en place d'un dispositif officiel de *normalisation* de l'usage du catalan susceptible de coordonner les efforts en faveur d'une reconquête des territoires sociolinguistiques perdus au cours du processus de minoration-minorisation, jusqu'à provoquer un authentique rééquilibrage des statuts et des usages des deux langues en présence pouvant conduire à l'établissement d'un *bilinguisme institutionnel non-diglossique*. Parler d'impact décisif, c'est considérer que, sans la traduction glottopolitique volontariste du nationalisme catalan que J. Pujol assume fermement, la reconquête des usages sociolinguistiques en Catalogne ne serait pas ce qu'elle est, comme le montrent les évaluations démolinguistiques. Ainsi le tableau synthétique ci-dessous met en évidence la progression régulière des compétences de la population en langue catalane (que ne perturbent pas, sur la longue durée, les variations dues à l'accroissement des flux migratoires, à certaines périodes).

Évolution de la connaissance du catalan dans la Communauté autonome de Catalogne (population âgée de 2 ans et plus)

	1986	1991	1996	2001	2007	2011
<i>Comprend le catalan</i>	90,3	93,8	95,0	93,8	93,8	95,1
<i>Sait parler le catalan</i>	64,0	68,3	75,3	74,5	75,6	73,2

<i>Sait lire le catalan</i>	60,5	67,6	72,4	74,3	73,0	78,7
<i>Sait écrire le catalan</i>	31,5	39,9	45,8	56,3	56,3	55,7

Source : Pradilla Cardona et Sorolia Vidal, 2015, p. 28.

- 24 Une caractéristique majeure de la politique linguistique conduite par le gouvernement autonome de Catalogne, la *Generalitat*, au travers de sa normalisation linguistique, c'est d'avoir su programmer un rétablissement du catalan à la fois comme langue « propre » (*principe de territorialité*) tout en respectant le *principe de personnalité* (Mackey, 1976) au travers de la co-officialité d'abord du catalan et du castillan auxquels a été, par la suite (Statut d'Autonomie de 2006), associé dans le même statut de langue officielle de Catalogne, l'occitan (parlé au Val d'Aran).
- 25 Il convient d'observer par ailleurs que la normalisation linguistique s'est développée selon les deux axes solidaires de tout « marché linguistique » : celui des *usages* et celui des *représentations* et en mettant tout en œuvre institutionnellement pour que le dispositif (les structures appropriées) et les dispositions (législatives, réglementaires) soient à la hauteur du défi à relever.
- 26 L'un des indicateurs les plus éclairants de l'état d'une reconquête sociolinguistique (et donc de l'impact d'une politique linguistique) est sûrement la progression de la transmission intergénérationnelle de la langue ayant subi un processus de minoration. Or, en 2013, 32,6 % de la population de Catalogne déclarait parler le catalan avec leur mère alors que 44 % déclarait le faire avec leurs enfants : ainsi non seulement les catalanophones transmettent la langue, mais la transmettent également des personnes qui ne l'utilisaient pas avec leur mère (Xarxa CRUSCAT-IEC, 2015 : 48).
- 27 Cependant, d'autres enquêtes antérieures (par ex. Boix-Fuster, 1993) concernant la situation sociolinguistique dans la province de Barcelone (et en particulier dans l'aire métropolitaine de la capitale catalane) la plus importante démographiquement, et de loin, des provinces de Catalogne, ont mis en évidence un fait de première importance quant à l'avenir de la configuration sociolinguistique de la Catalogne : les jeunes générations tendent à considérer de plus en plus que leur « langue d'identification » n'est pas forcément le catalan (pas plus que le castillan), mais les deux langues en usage (Subirats, 2000 :

180). Ce que corrobore une étude du Département d'Éducation et du Secrétariat de Politique Linguistique, résumée dans le tableau ci-dessous, qui met en relief, en particulier, une progression très importante de l'identification bilinguiste par les élèves du secondaire au détriment des choix exclusifs du catalan ou du castillan, ce qu'on pourrait aisément considérer comme un déficit de *loyauté linguistique* (Weinreich, 1970 [1953]) à l'égard du catalan dont l'apprentissage a fait l'objet de beaucoup de soins par l'institution scolaire de la Communauté Autonome :

Langue des parents, langue première des élèves et langue d'identification

	Catalan	Castillan et catalan	Castillan	Autres langues
Langue parlée par les parents entre eux	31,9	7,4	56,9	3,7
Langue première des élèves	39,4	14,0	43,2	3,3
Langue d'identification des élèves	36,0	28,0	34,0	2,0

Source : Département d'éducation et Secrétariat de politique linguistique de la généralité, *Étude sur les usages et les attitudes linguistiques des élèves des centres d'enseignement secondaire* (2006).

- 28 Certes il s'agit là d'une donnée qui, pour être peu enthousiasmante d'un point de vue strictement catalaniste, ne peut que satisfaire le sociolinguiste, car elle tendrait à montrer qu'une politique linguistique intelligente et efficace peut faire évoluer une situation de type diglossique, conflictuelle, vers un bilinguisme institutionnel non diglossique (Boyer, à paraître). Cependant c'est l'avenir qui dira si c'est bien ainsi qu'il faut interpréter ces résultats.
- 29 La confrontation de la situation catalane avec une autre situation sociolinguistique espagnole, celle du galicien dans la Communauté Autonome de Galice, est particulièrement éclairante.

Le contraste galicien

- 30 Un manque de représentations positives et de loyauté linguistique collective en faveur de la langue dominée peut rendre une politique linguistique inopérante et menacer de substitution la langue dominée : c'est le cas de la Galice, autre communauté « historique » d'Es-

pagne ayant mis en œuvre, certes de manière bien moins volontariste qu'en Catalogne, une politique linguistique en faveur de sa « langue propre », le galicien.

- 31 Dans les deux communautés « historiques » en question ayant, selon leurs statuts d'autonomie, une « langue propre » qui est co-officielle avec le castillan (langue de l'État), l'objectif de *normalisation* est inscrit dans la Loi depuis 1983 (Boyer et Lagarde, 2002). Cependant, les dispositifs mis en place et les moyens (en particulier budgétaires) affectés à ladite normalisation sont incomparablement supérieurs en Catalogne. La comparaison des deux configurations est malgré tout intéressante en particulier parce qu'elle permet de mettre en évidence la non-coïncidence entre la réalité démologique (quantifiable) et la dynamique sociolinguistique (largement dépendante d'un paramètre qualitatif : le paramètre représentationnel). En effet, les résultats d'enquêtes macro-linguistiques réalisées une dizaine d'années après l'entrée en vigueur des dispositions de politique linguistique dans les deux Communautés « historiques » donnent des résultats quelque peu différents : le galicien vient en tête comme « langue principale » devant le castillan en Galice, le catalan faisant jeu égal avec le castillan en Catalogne (Siguan, 1994 et 1999). Cependant on sait que la Catalogne, terre d'*immigration*, a dû accueillir, durant la période franquiste en particulier, de très nombreux ressortissants de régions hispanophones de l'État espagnol, ce qui a affecté son équilibre sociolinguistique, contrairement à la Galice, qui est terre d'*émigration*. Longtemps rurale et homogène linguistiquement, la Galice partait, au moment de la mise en œuvre de la « normalisation linguistique », d'une réalité ethno-sociolinguistique bien plus favorable que la Catalogne, du moins sur le plan des *usages* populaires. Mais des enquêtes d'opinion mettent en évidence le peu de considération que de nombreux Galiciens ont pour leur « langue propre » alors qu'en Catalogne, il en va tout autrement. Ainsi, quand on interroge les Galiciens sur leur hiérarchie des marqueurs d'identité, d'une manière générale, ils placent très nettement au premier rang *le fait d'être né en Galice*, et loin derrière *le fait de parler la langue galicienne* (Seminario de sociolingüística, 1996 : 349). Certes, la même étude révèle qu'une très large majorité de la population (76,80 %) considère que si l'on cessait de parler galicien, la Galice perdrait sa culture et son identité. Cependant la représentation (négative) du galicien comme langue de la ru-

ralité est toujours en vigueur : « en ce qui concerne les préjugés, on observe qu'il existe toujours l'identification du galicien avec la ruralité. De plus, dans beaucoup de domaines, il continue à être considéré comme une langue de catégorie inférieure » (Xunta de Galicia, Presidencia, Secretaria Xeral de Política Lingüística, 2007 : 158 ; notre traduction). Force est d'observer qu'en Galice, où le nationalisme est du reste une option politique minoritaire, à la différence de la Catalogne, l'usage de la « langue propre » ne cesse de perdre du terrain, singulièrement dans les jeunes générations, pourtant scolarisées en galicien...

Le nationalisme linguistique paraguayen

- 32 On peut apprécier le rôle des représentations identitaires et l'impact du nationalisme linguistique en observant la situation sociolinguistique du Paraguay en pleine phase de réorganisation institutionnelle (Boyer et Penner, 2012). La société paraguayenne présente une configuration sociolinguistique complexe dans laquelle la tension identité/homogénéité et identités/hétérogénéité se manifeste simultanément au travers de figures *apparemment* paradoxales qui justement démontrent le caractère dynamique de cette tension.
- 33 Le *guarani* est au Paraguay l'épicentre d'un interdiscours dominant qui célèbre la nation paraguayenne, nation métisse, qui s'enorgueillit d'avoir élevé au rang de langue officielle une langue pré-colombienne (amérindienne).
- 34 Il est indéniable cependant qu'il existe aussi une perception endogène bilinguiste en relation avec un éloge nationaliste du métissage (le sociolinguiste B. Melià parle d'un « bilinguisme nationaliste ») : la question de l'/des identité(s) et de sa/leur gestion institutionnelle est une question-clé de la société paraguayenne, qui présente diverses modalités d'hétérogénéité culturelle et ethno-sociolinguistique (entre 17 et 20 langues ou dialectes amérindiens parlés dans des communautés indigènes, un bilinguisme sociétal guarani-castillan, et des langues étrangères parlées par certaines communautés à l'implantation plus ou moins récente) (Melià, 1997 [1988] ; voir également Zajicova, 2009).

- 35 En 1967, une nouvelle Constitution fait du guarani une langue nationale du Paraguay, mais le castillan reste la seule langue officielle. Ce n'est qu'en 1992, lors de l'élaboration d'une Constitution démocratique, qu'est adoptée la co-officialité du guarani et du castillan. En 2010, une « Ley de lenguas » est votée par les deux Chambres parlementaires afin de mettre en place une politique linguistique susceptible de promouvoir effectivement le caractère (proclamé par la Constitution) *pluriculturel et bilingue* de la société paraguayenne.
- 36 Cette *Loi sur les langues du Paraguay* tente d'articuler, et même de hiérarchiser, tout en respectant la pluralité, l'hétérogénéité, les constructions identitaires légitimées historiquement et/ou idéologiquement et à l'œuvre dans la société paraguayenne. Elle assume donc la dette ethno-sociolinguistique et respecte en même temps la réalité démolinguistique. Dans les formulations cependant, on définit peut-être plus un Paraguay « bilingue et pluriculturel » que « pluriculturel et bilingue », conformément à l'idéologie dominante. Cette *Loi* est, quoiqu'il en soit, susceptible (si l'État paraguayen, qui n'est pas spécialement riche, a les moyens de sa mise en œuvre) de démontrer qu'une identité linguistique « nationale » peut-être conçue collectivement de manière parfaitement démocratique et non discriminatoire. Il s'agit là d'un vrai défi.
- 37 Mais l'enjeu de tout *nationalisme linguistique* ne réside-t-il pas dans sa capacité, au travers d'une action glottopolitique, à consacrer institutionnellement une identité collective partagée majoritairement par une communauté linguistique tout en respectant et en gérant au mieux l'incontournable pluralité inhérente à un marché linguistique ouvert ? C'est singulièrement celui du nationalisme linguistique catalan, que la Catalogne reste l'une des Communautés autonomes de l'État espagnol ou qu'elle choisisse démocratiquement de se constituer en État souverain.

BIBLIOGRAPHY

- ANDERSON Benedict, 1983, *Imagined Communities Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983. Traduction française de la deuxième édition (Londres, Verso, 1991) : B. ANDERSON, 1996, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, trad. de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, La Découverte.
- BAGGIONI Daniel, 1997, *Langues et nations en Europe*, Paris, Payot et Rivages.
- Bases de Manresa. Asambleas catalanistes. Manresa 1892-Reus 1993, 1992*, Barcelona, Generalitat de Barcelona/Editorial Blume.
- BENET Josep, 1979, *Catalunya bajo el régimen franquista*, Barcelona, Editorial Blume.
- BOIX-FUSTER Emili, 1993, *Triar no és trair. Llengua i identitat en el joves de Barcelona*, Barcelona, Edicions 62.
- BOURDIEU Pierre, 1980, « L'identité et la représentation », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, 35, p. 63-72.
- BOYER Henri, 2008, *Langue et identité. Sur le nationalisme linguistique*, Limoges, Lambert Lucas.
- BOYER Henri, 2010, « Les politiques linguistiques », *Trente ans d'étude des langages du politique (1980-2010)*, Mots. Les langages du politique n° 94, novembre, Lyon, ENS Éditions, p. 67-74.
- BOYER Henri, 2012, « L'implication du sociolinguiste "périphérique" », dans DOTTE A.-L., MUNI TOKE V. et SIBILLE J. (dir.), *Langues de France, langues en danger: aménagement et rôle des linguistes*, Cahiers de l'Observatoire des pratiques linguistiques n° 3, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, DGLFLF, p. 79-85.
- BOYER Henri, 2016, *Faits et gestes d'identité en discours*, Paris, L'Harmattan.
- BOYER Henri, 2017, « Le "symbole"/"signal"/"signe" : l'unilinguisme en acte », dans MATTHEY M. et MILLET A. (dir.), *Hétérogénéité et changement*, Cahiers de linguistique 42/2, p. 119-126.
- BOYER Henri et LAGARDE Christian (dir.), 2002, *L'Espagne et ses langues. Un modèle écolinguistique ?*, Paris, L'Harmattan.
- BOYER Henri et PENNER Hedy (dir.), 2012, *Le Paraguay bilingue/El Paraguay bilingüe*, Paris, L'Harmattan.
- CABRÉ Maria-Teresa et LLEAL C., 1986, « Deux manifestes linguistiques en Catalogne », dans « Nation » et nationalisme en Espagne du franquisme à la démocratie, INALF, École Normale Supérieure de St Cloud (URL « Lexicométrie et textes politiques »), p. 125-144.
- DAOUST Denise et MAURIS Jacques, 1987, « L'aménagement linguistique », dans Maurais Jacques (dir.), *Politique et aménagement linguistiques*, Québec, Conseil de la langue française.
- FISHMAN Joshua A., 1991, *Reversing Language Shift. Theoretical and empirical Foundations of Assistance to Threatened Languages*, Cleveland, Multilingual Matters, Ltd.
- FISHMAN Joshua A., 2001, *Llengua i identitat*, Alzina, Edicions Bromera.
- FONTANA Josep, 2014, *La formació d'una identitat. Una història de Catalunya*, Vic, Eumo Editorial.

- HELLER Monica, 2002, « L'écologie et la sociologie du langage », dans BOUDREAU Annette, DUBOIS Lise, MAURAI Jacques, McCONNEL Grant (dir.), *L'écologie des langues/Ecology of Languages, Mélanges William Mackey/Homage to William Mackey*, Paris, L'Harmattan, p. 175-191.
- GARDE Paul, 2004, *Le discours balkanique. Des mots et des hommes*, Paris, Fayard.
- HOBBSAWM Eric, 1992, *Nations et nationalismes depuis 1780*, Paris, Gallimard.
- KAUFMANN Jean-Claude, 2014, *Identités, la bombe à retardement*, Paris, Éditions Textuel.
- LABOV William, 1976, *Sociolinguistique*, Paris, Minuit.
- LAFONT Robert, 1986, « Contrôle d'identités », dans *La Production d'identités*, Montpellier, Université Paul-Valéry-CNRS, p. 5-18.
- LAGARDE Christian, 2015, « La thématique de l'identité dans l'analyse du discours », dans SOULAGES Jean-Claude (dir.), *L'analyse de discours. Sa place dans les sciences du langage et de la communication. Hommage à Patrick Charaudeau*, Rennes, PUR, p. 77-84.
- MACKAY William F. (1976), *Bilinguisme et contact de langues*, Paris, Klincksieck.
- MELIÀ Bartomeu, 1997, [1988], « El guaraní dominante y dominado », dans MELIÀ Bartomeu, *Una nació, dos culturas*, Asunción, Centro de Estudios Paraguayos "Antonio Guasch" (CEPAG), p. 39-51
- PENNER Hedy, 2010, « Jopara : la face méprisée du guarani ou/et du bilinguisme ? », dans BOYER Henri (dir.), *Hybrides linguistiques. Genèses, statuts, fonctionnements*, Paris, L'Harmattan, p. 175-201.
- PRADILLA Cardona M.-A. et SOROLLA VIDAL N. (coord.), 2015, *VIII Informe sobre la situació de la llengua catalana (2014)*, Barcelona, Omnium Cultural et Plataforma per la llengua <http://blogs.iec.cat/cruscat/publicacions/informe/>
- PRAT DE LA RIBA E., 1985, « Importància de la llengua dins del concepte de la nacionalitat », comunicació d'Enric Prat de la Riba. *Primer Congrés Internacional de la Llengua Catalana, Barcelona, 1906*. Editorial Vicens-Vives, Barcelona.
- PUJADES Pius, 1988, *La batalla de la llengua. Converse amb Francesc Ferrer i Gironès*, Barcelona, Xarxa Cultural.
- PUJOL Jordi, 1995, « Qué representa la llengua a Catalunya ? », conferència de Jordi Pujol al Palau de Congressos de Montjuïc (22-3-95), Generalitat de Catalunya, Departament de la Presidència, Entitat Autònoma del Diari Oficial i de Publicacions. Col·lecció *Paraules del President de la Generalitat*, vol. 26 (gener-desembre 1995), Barcelona.
- Seminario de sociolinguística, 1996, *Actitudes lingüísticas en Galicia*, Santiago de Compostela, Real Academia Galega.
- SIGUAN Miguel, 1994, *Opiniones y actitudes. Conocimiento y uso de las lenguas en España*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas.
- SIGUAN Miguel, 1999, *Opiniones y actitudes. Conocimiento y uso de las lenguas*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas.
- SUBIRATS Marina, 2000, *Els trets lingüístics, Enquesta de la Regió de Barcelona, Informe general*, Barcelona.

VOLTAS Eduard, 1996, *La guerra de la llengua*, Barcelona, Empúries.

WEINREICH Uriel, 1970 [1953], *Languages in Contact. Findings and Problems*, The Hague, Paris, Mouton.

Xarxa CRUSCAT-IEC, 2015, *VIII Informe sobre la situació de la llengua catalana (2014)*, Barcelona, Observatori de la llengua catalana.

Xunta de Galicia, Presidencia, Secretaría Xeral de Política Lingüística, 2007, *Situación da lingua galega na sociedade Observación no ámbito da cidadanía* 2007, Santiago de Compostela, Observatorio da Lingua Galega.

ZAJICOVA Lenka, 2009, *El bilingüismo paraguayo*, Madrid/Frankfurt am Main, Iberoamericana/Vervuert.

ABSTRACTS

Français

Cette contribution vise à expliciter et illustrer un positionnement glottopolitique, parfois décrié mais néanmoins bien efficient, d'ordre interventionniste en matière de politique linguistique : le *nationalisme linguistique*. Il s'agit d'une construction idéologique à base de représentations identitaires de la langue historique parlée par une communauté linguistique (langue victime dans de nombreux cas d'une domination sociolinguistique exogène), mais aussi et surtout à base de *loyauté linguistique* massivement partagée au sein de cette communauté. Cette construction, sous certaines conditions, peut fonctionner comme un puissant levier susceptible de promouvoir, par une action de *politique linguistique* volontariste, une (re)conquête des usages d'une langue de plein exercice pouvant aller jusqu'à un retournement de situation sociolinguistique. La description du nationalisme linguistique sera exemplifiée en sollicitant les terrains d'Espagne (Catalogne, Galice) et du Paraguay.

English

[(National) identity, linguistic nationalism and political nationalism. Reflections from some contemporary situations] This contribution aims to explain and illustrate a glottopolitical positioning, sometimes maligned but nevertheless quite efficient, in order interventionist language policy: the linguistic nationalism. This is an ideological construction with identity representations of the historic language of a linguistic community (language victim in many cases of an exogenous sociolinguistic domination) but also and especially based with linguistic loyalty massively shared within this community. This construction, under certain conditions, can function as a powerful tool capable of promoting, through a action of voluntarist linguistic politics, a (re) conquest of the uses of a language of full-exercise which can reversing of sociolinguistic situation. The description of the lin-

guistic nationalism is illustrated by taking the examples of Spain (Catalonia, Galicia) and Paraguay.

Español

[Identidad (nacional), nacionalismo lingüístico y política lingüística. Reflexiones a propósito de algunas situaciones contemporáneas] Esta contribución quiere explicitar e ilustrar un posicionamiento glotopolítico a veces condenado pero a pesar de todo vigente, de índole intervencionista en materia de política lingüística: el nacionalismo lingüístico. Se trata de una construcción ideológica a base de representaciones identitarias de la lengua histórica hablada por una comunidad lingüística (lengua víctima en muchos casos de una dominación exógena) pero también y sobre todo a base de lealtad lingüística ampliamente compartida en el seno de esa comunidad. Aquella construcción, con ciertas condiciones, puede ser el motor capaz de promover, a través de una política lingüística voluntarista, una (re)conquista de los usos de una lengua normal que puede incluso alcanzar una inversión de la situación sociolingüística. La descripción del nacionalismo lingüístico tomara como ejemplos los terrenos de España (Cataluña, Galicia) y del Paraguay.

INDEX

Mots-clés

Espagne, nationalisme linguistique, Paraguay, politique linguistique, représentation identitaire

Keywords

Spain, linguistic nationalism, Paraguay, language policy, identity representation

Schlagwortindex

Spanien, sprachlicher Nationalismus, Paraguay, Sprachpolitik, Identitätsdarstellung

Palabras claves

España, nacionalismo lingüístico, Paraguay, política lingüística, representación de la identidad

AUTHOR

Henri Boyer

Spécialiste de sociolinguistique. Ses principaux travaux concernent les contacts de langues, les politiques linguistiques et les représentations et idéologies linguistiques. Il a publié notamment *Langues en conflit*. (L'Harmattan, 1991), De

l'autre côté du discours (L'Harmattan, 2003), Langue et identité. Sur le nationalisme linguistique, (Lambert-Lucas, 2008), Faits et gestes d'identité en discours (L'Harmattan, 2016). Il est également l'auteur d'une Introduction à la sociolinguistique (Dunod, 2001).

IDREF : <https://www.idref.fr/029108403>

ISNI : <http://www.isni.org/0000000121453023>

BNF : <https://data.bnf.fr/fr/12080316>